



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article3037>

De cette crise et du néolibéralisme, faisons table rase...

- Actualités -



Date de mise en ligne : dimanche 5 avril 2020

L'École Émancipée

La crise sanitaire majeure que nous vivons éclaire d'une lumière crue les manques et les mensonges d'un gouvernement, plus soucieux des profits que de la santé des citoyen-nés. En utilisant une rhétorique guerrière, E. Macron voudrait s'être « imposé comme un père de la nation », comme l'a déclaré un député LREM. Malheureusement pour lui, à l'heure des réseaux sociaux et de l'information continue, son discours militariste ne passe pas auprès de la population. En effet, personne n'est dupe des atermoiements et du retard pris par le gouvernement dans la gestion de la crise sanitaire, des déclarations paradoxales des ministres, des appels au secours des salarié-es confronté-es physiquement au covid-19, de l'état de délabrement de l'hôpital public. Chaque semaine, nous assistons à un revirement : cette semaine, le port du masque même alternatif est plus que conseillé quand il était voué aux gémonies les semaines précédentes. Quel scandale au regard des professions qui auront travaillé sans cette protection minimale depuis le 15 mars et dont certain-es salarié-es sont décédé-es !

Cette « guerre sanitaire » est surtout dirigée contre les citoyen-nés et les salarié-es. Elle sert de paravent aux libéraux pour revenir, sous couvert d'état d'urgence, sur les droits des salarié.es en augmentant la durée légale du travail, en forçant à la prise de congés payés pour ne pas avoir à financer même partiellement le chômage partiel. Nos libertés fondamentales telles le déplacement sont surveillées, le tracking téléphonique n'est plus écarté par le gouvernement, qui tente de faire croire à la recherche de solutions « respectueuses du RGPD » présenté comme une garantie suffisante. L'après, il faut le préparer dès maintenant en dénonçant vigoureusement les atteintes aux droits et libertés car il n'y a pas de raison pour que la sortie de crise ne soit pas elle aussi l'occasion pour le gouvernement d'imposer ses vues autoritaires et antisociales.

Cette crise aura eu aussi raison des épreuves terminales du baccalauréat et du diplôme national du brevet. En conditionnant ces diplômes au seul « contrôle continu », J.M. Blanquer profite de la situation exceptionnelle pour mettre en oeuvre ses projets de réformes. Au collège, ce n'est pas le contrôle continu qui sera pris en compte, mais le positionnement au doigt mouillé des élèves sur les compétences du socle, qui, comme son nom l'indique, n'a rien d'émancipateur. Quant au bac, dès le lendemain de ses annonces, le ministre en profitait déjà pour avancer que le contrôle continu pourrait être pérennisé, en le présentant comme « consensuel » et « juste ». Or, il s'agit précisément de la « solution » la plus injuste : celle qui ne permettra pas de prendre en compte les progrès des élèves qui « se réveillent » les épreuves terminales approchant ; celle qui ne permettra pas de corriger les effets de l'origine sociale des élèves, redoublés par les « effets lycées » ; celle qui permettra en revanche de relativiser la valeur du diplôme, alors qu'il s'agit d'une protection sur le « marché du travail », malgré les coups de boutoir du patronat pour en limiter les effets. En agissant de la sorte, le ministre, une fois de plus, fait fi des revendications syndicales et des personnels. Il pousse ses pions les uns après les autres et la crise sanitaire n'a aucun effet sur sa politique de démantèlement du service public d'éducation. Il va de soi que le ministre devra rendre des comptes sur sa gestion de la crise et ses réformes successives. La logique voudrait que l'après se fasse sans lui pour que le service public d'éducation, comme d'autres, retrouve une politique visant la réussite de tou-tes les élèves, avec des moyens et de la considération pour l'ensemble des personnels.